

International Journal of Arts and Humanities (IJAH)

Ethiopia

Vol. 7 (4), S/No 27, SEPTEMBER, 2018: 70-79

ISSN: 2225-8590 (Print) ISSN 2227-5452 (Online)

DOI: <http://dx.doi.org/10.4314/ijah.v7i4.7>

La réactualisation du bilan colonial: vers une perspective de reconnaissance

Ndour, Moustapha, Ph.D.

Department of Modern Languages, Literatures, and Cultures
Butler University
Indianapolis, IN, US
mndour@butler.edu

Résumé

Cet article se propose d'étudier l'impact de la colonisation française en Afrique. L'auteur y passe en revue l'historiographie et la littérature relatives au système assimilationniste, en argumentant que la France coloniale s'est appuyée sur une idéologie raciale, propagandiste, et suprématiste pour agir sur la carte d'une mission civilisatrice. Cette politique coloniale, qui a eu des effets néfastes sur tous les plans, touchant l'économie, la culture, l'éducation, et la religion, continue à affecter les anciennes colonies et les relations qui les lient avec la France. Ici, l'auteur soutient que ce projet d'assimilation et de civilisation, légitimée par un supposé devoir moral de sortir les peuples « barbares » de leur condition de sous-homme, a fini par charrier une série d'exactions et d'exploitations inhumaines, et de dénégation des droits fondamentaux de liberté et d'égalité, dont pourtant la France se porte garant. Cet échec cuisant de la colonisation s'explique également par une résistance autour d'éléments unificateurs telle que la religion, laquelle a toujours été une équation majeure à l'hégémonie française. L'auteur conclut son analyse en soulignant la nécessité d'une reconnaissance historique de l'héritage colonial, auquel la France ne peut se soustraire, compte tenu de la circulation du discours imposant de ce passé pénible.

Mots-clés: Politique assimilationniste, hégémonie, héritage colonial, Afrique, Résistance

Abstract

This article studied the impact of French colonization in Africa, by highlighting the historiography and literature written about its assimilationist policy. Here, the author argued that colonial France has justified its civilizing mission against a racial, supremacist, and propagandist hegemony. Such a colonial project, beyond its negative corollary upon colonized culture, economy, religion and education, still affects the colonized today and their relationship with France. Despite its claim as the champion of human rights and equality, the author claims, French colonial system has ended up denying those basic rights to dominated people, whom it had declared to be salvaging from barbarity and savagery. The author also explained the colonial failure through resistant regimes which unified colonized around forces as religion, a major obstacle to colonial expansion and success. He concluded his analysis that

France needs to recognize and come to terms with the colonial legacy in a context where the circulation of ideas and discourses imposes the spectrum of that painful past.

Key Words: Assimilationist policy, hegemony, colonial heritage, Africa, resistance

Introduction

L'histoire de la France coloniale a longtemps été tenue sous silence. Après une longue période d'engagement historique, les français n'ont pas voulu que leur population sache la manière dont ils ont colonisé l'Afrique. Mais de plus en plus, ce passé se voit pénétrer par les spécialistes de l'histoire et de la littérature qui y perçoivent des contradictions aussi bien sur le plan des idées que sur celui de leur mise en application dans les anciennes colonies.

La Troisième République, pour paraphraser Miller (2010) dans *The Slave Trade, La Françafrique and the Globalisation of French*, a mené les colonies françaises vers une période d'exploitation coloniale et postcoloniale qui, jusqu'à nos jours, n'est pas intégralement achevée. Ainsi, la présence de forces françaises qui ont comme mission première d'imposer idéologie et conduite, a affecté la vie des autochtones. Ainsi, l'expansionnisme a eu des contrecoups aussi bien sur la vie culturelle et identitaire de l'indigène que sur sa vie économique.

Abordant la question, Michel Wieviorka dans *La république, le multiculturalisme, le post-colonialisme*, révèle une politique française qui fait naître deux faits simultanés: il s'agit d'une part de la poussée des identités culturelles et religieuses, d'autre part, des difficultés de mettre en œuvre les promesses républicaines d'égalité et de fraternité.

Culture and Imperialism, l'ouvrage théorique d'Edward Said (1993), portant sur les relations entre culture et empire examine les représentations ou discours rhétoriques de l'Européen sur les peuples colonisés. Cet ouvrage s'inscrit dans une perspective plus générale, incluant l'Afrique, l'Inde, l'Australie et les Îles Caraïbes. À l'image de Said, Alice Conklin (1997) étudie l'évolution de la politique française coloniale en s'appuyant sur l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.). Elle fonde son argumentaire sur l'ambition de la France coloniale à construire une grande nation qui repose sur des principes de liberté, d'égalité et de souveraineté. Son texte, *A Mission to Civilize* (1997), tente de traiter de cette idéologie républicaine.

Les deux textes viennent enrichir les écrits sur l'impérialisme français. Said est plus général dans son analyse pendant que Conklin écrit à partir d'une perspective colonialiste. Dans la mesure où l'A.O.F. représente quasiment le poumon des territoires coloniaux en Afrique une étude distinctive de l'expérience de ses peuples n'est pas menée dans *Culture et Impérialisme*. Également, l'étude des conséquences socio-culturelles, politiques, religieuses et économiques dans *A Mission to Civilize* n'inclue pas de perspective africaine.

Cet article se propose d'examiner l'impact de la colonisation sur la vie des indigènes en Afrique d'une manière plus approfondie. Également, il tente d'analyser les aspects sur lesquels la France coloniale s'est appuyée pour justifier sa mission civilisatrice.

Nous tenterons d'abord d'examiner les effets de la colonisation en nous fondant surtout sur les aspects culturels, identitaires et économiques. Nous analyserons les principaux secteurs cibles de la mission civilisatrice. Dans sa deuxième partie, notre travail portera principalement sur le cadre socio-politique d'une part et d'autre sur l'éducation comme moyen de propagation mais aussi et surtout sur les formes de résistance du colonisé. Nous nous appuyerons sur *Culture and Imperialism* (1993) et *A Mission to Civilize* (1997) écrit respectivement par Edward Said et Alice Conklin. Nous nous servirons également d'autres textes littéraires ou historiques pour mieux approfondir notre analyse.

1. Le Système Colonial

Pendant un siècle caractérisé par une envie de bâtir une puissance forte, la France s'est montrée particulière dans son intention de renforcer son pouvoir. Sur le plan culturel, elle s'attaque au mode de vie de l'Africain pour mener sa politique. Sur ce, Said (1993) dit: "*I am saying, however, that European culture often, if not always, characterized itself in such a way as simultaneously to validate its own preferences while also advocating those preferences in conjunction with distant imperial rule*" (p. 81). Ce commentaire explique le sens à donner aux formes de colonisation européenne y compris celle militaire. Dès lors, l'objectif tend vers une association des deux. L'impérialisme et la culture sont des piliers importants pour le contrôle de territoires. "*Imperialism and the culture affirm both the primacy of geography and an ideology about control of territory*" (Said 1993, p. 78).

Par ailleurs, avec la naissance de l'identité de la France, dont parle Lebovics, les français s'attèlent à différentes méthodes pour acculturer les peuples et les faire adhérer à leur idéologie nationaliste. Et c'est la grande France qui se construit et se solidifie avec la possibilité d'assimilation de tous les « sujets » nés ou immigrés dans le pays, dans ce qu'il convient d'appeler « *la communauté* » (Lebovics 1992, p.1). *La communauté* est une structure rassemblant la France et ses anciennes possessions coloniales. La France propose voire impose son identité à « l'autre » dans le but de faire de lui un « citoyen » à contribution pour rehausser sa grandeur comme décrit dans ce passage:

What then were Braudel's hopes for this large, fertile and largely unassimilated population that was today testing the historic identity of his *patrie*? He wanted those who wished to live in France to choose: burn their boats- that is, to accept French citizenship, to accept membership in the French community and in so doing, modify their culture, [...] so that they might accommodate to their new homeland (Lebovics 1992, p. 2).

Le colon s'érige en maître des lieux dans des colonies comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal. La méthode d'acculturation commence bien par la dénomination des lieux. À Dakar par exemple, surtout au centre-ville, beaucoup de rues ou d'avenues portent des noms de grandes figures françaises. L'on peut citer l'avenue Jules Ferry, l'avenue Faïdherbe, l'avenue William Ponty, la rue Victor Hugo, etc. Il y'a là une façon d'imposer sa culture aux colonisés. Ce qui est intéressant par contre, c'est que cette dénomination reste et demeure après les indépendances. Comme pensés, "*it should at least guarantee that henceforth, they will be read in one more way: as an ironic and salutary reminder of the cultural and ideological ways in which democratic France reconciled itself to overseas expansion for much of the twentieth century*" (Conklin 1997: viii). La lecture faite de cette représentation est que cette pratique permet de garder l'image de la France.

Le discours évocateur des défenseurs et promoteurs de « La Vraie France » cache une faiblesse. L'adjectif 'vraie' indique la possibilité d'une 'fausse' France. Pour réussir la mission, les français considèrent le colonisé comme *tabula rasa*, quelqu'un qu'il faut civiliser. Malgré son statut de signataire de la Charte des droits de l'homme et son privilège de pays hôte pour cette signature les actes que la France pose ne symbolisent que la légitimation de sa domination. La machine civilisatrice utilise la thèse du rapport de supérieur à inférieur, manœuvrant toujours à installer le sentiment d'infériorité culturelle et identitaire sur son « sujet ».

De la période coloniale aux indépendances, la mission civilisatrice a consenti des efforts pour changer l'indigène, notamment en le faisant douter de sa propre existence. C'est là la pertinence de la remarque de Frantz Fanon qui dit que: « tous les efforts sont faits pour amener le colonisé à confesser l'infériorité de sa culture transformée en conduites instinctives, à reconnaître l'irréalité de sa nation et, à l'extrême, le caractère inorganisé et non fini de sa propre culture biologique » (1952, p. 166).

Au-delà de l'impact culturel, la forme de conquête a des effets sur le plan humanitaire des peuples africains en relation avec leurs terroirs et surtout sur leur développement. Ils vivent des situations

inhumaines qui empêchent tout devenir. Ainsi, au cours de la construction d'axes reliant les empires, par exemple, il y'a eu des pertes d'hommes inestimables. André Gide (1981) décrit cette véritable catastrophe humaine en démontrant comment l'administration coloniale a mis à contribution les indigènes pour développer son projet expansionniste. Il soutient que « Le chemin de fer Brazzaville-Océan est un effroyable consommateur de vies humaines. Cette circonscription (Fort-Archambault) (...) est particulièrement mise à contribution pour la main d'œuvre indigène. » (Gide 1981, p. 200).

L'expansion coloniale passe par l'intégration de l'œuvre coloniale à l'œuvre républicaine. Pour paraphraser Gaston Monnerville, la France ne serait rien aujourd'hui sans la contribution de l'A.O.F. tant pour sa libération que pour son développement. Dans le même ordre d'idée, Mort Rosenblum dit: "*Thanks to her empire, France is a victorious nation*" (1986:182). Même si la France salue l'effort de guerre des forces de son empire, elle les opprime au nom d'une « civilisation » occidentale. Par exemple, "*in 1944 before the war ended, de Gaulle had convoked a meeting in Brazzaville of governors of the African colonies. He praised Brazza for winning African friendship and using that "to advance at the same time the authority of France and civilization"*" (Rosenblum 1986, p. 182).

L'économie, au même titre que la culture et l'aspect identitaire, est sérieusement affectée par l'entreprise coloniale. Cette dernière a détruit une partie de la forêt emportant avec elle les cultures relevant de la chasse et de la cueillette. Gide indique que « Jusqu'à ce moment, les produits de chasse et de cueillette avaient appartenu aux indigènes; mais l'on peut à peine dire que ceux-ci furent expropriés, car, en fait, ils furent concédés eux-mêmes avec les terrains » (1981, p. 477). Pour lui, ce qu'on peut retenir de l'impérialisme français est l'exploitation des ressources naturelles des autochtones.

En effet, la politique d'exploitation continue sans penser aux conditions des indigènes. Les rapports écrits sur la situation des colonies et envoyés à la hiérarchie ne sont pas conformes à la réalité sur le terrain. Dans *Voyage au Congo*, nous apprenons ce que le directeur de la Compagnie Forestière Sangha-Oubangui a dit au sujet des mesures d'hygiène, de prophylaxie, des campements de récolteurs, en un mot de toutes les mesures humanitaires prises en faveur des indigènes et que prescrit le cahier des charges, n'existe le plus souvent que sur papier (Gide 1981, p. 480).

Quoi que la France coloniale ait tenté de légitimer sa mission civilisatrice, elle laissera en s'en allant un pays saigné à blanc et des indigènes plus misérables qu'avant son arrivée. Il faut identifier l'objectif de cette expansion, la culture coloniale en France et l'émigration de français et de françaises vers les colonies d'outre-mer pour la tenir responsable de cette situation. Aujourd'hui force est de constater que l'usage abusif des terres les a détruites. Sans les activités humaines excessives, les pertes en sol à travers l'érosion dans la plupart des zones seraient certainement modérées par la formation de nouvelles terres. C'est l'absence d'une végétation ou nature verdoyante que Gide regrette de n'avoir pas trouvé au Congo.

Ainsi, vu les exigences du marché la Métropole française met plus de pression sur ses territoires coloniales. Cette exploitation porte spécialement sur de la marchandise agricole telle que le caoutchouc, l'huile de palme, le coton. Conklin dit que: "*The promulgation of directives encouraging cotton cultivation and legitimating the use of force suggests, moreover, an upsurge in coercion (...) in the 1920s*" (1997, p. 223). Ainsi, l'initiative de civiliser, d'humaniser, en un mot d'aider l'africain à accéder à l'ère de la modernité crée autant de mal que du bien. La terre est ruinée et les indigènes plongés dans l'oubli avec le constat que « Le monde colonial est un monde manichéiste » (Fanon 1968, p. 19).

2. L'appareil idéologique colonial

La France joue la carte de l'assimilation. En A.O.F par exemple, jusqu'en 1914, le ministère des colonies s'est évertué à appliquer le système d'assimilation. Mais, quel que puisse être le désir d'associer les citoyens indigènes, ces derniers restent continuellement « sujets » de l'empire car recevant un traitement incomparable à celui des français. Et, « dès l'origine, le projet colonial se présente non comme une série d'annexions, mais bien comme un projet de fusion entre le national et le colonial » (Bancel & Denis 2006, p. 331). C'est dire que cette pensée porte des visées de mission civilisatrice. La hiérarchisation de la gestion des colonies permet de gouverner de façon forte en dotant les territoires d'une administration coloniale oppressive qui s'appuie sur des ethnies et notables indigènes pour administrer les communautés locales. Malgré cette association, on assiste à une justice à double vitesse: les colons bénéficient du régime de droit français et les indigènes jugés directement par l'administration coloniale.

Ainsi, pour leurs intérêts et la stabilité des territoires conquis, l'Europe use des frontières linguistiques et culturelles: *“European officials drew political boundaries to coincide with language or cultural boundaries, since they assumed this would provide a natural cohesion and stability to the administrative unit”* (Colson 1969, p. 29). Nous soutenons que la victimisation culturelle des autochtones a été le socle de l'entreprise coloniale. Ce paragraphe nous en dit plus.

(...) the historiography of colonialism (...) has focused almost exclusively on the state's “civilizing mission”. Tracing the transition of the mission, from one that advocated “evolution” or assimilation to association, [this] analysis considers the role of hygiene, public-works projects, education, and “justice” in the policy of the civilizing mission (Conklin 1997, p. 106).

Nous lisons l'analyse de Conklin avec intérêt. La mise entre guillemets des concepts porteurs d'idéologie est assez allégorique. Cette appréhension renforce l'idée selon laquelle, le social et le politique servent de socles à la France pour défendre son projet colonial. Ces idées symbolisent un nationalisme qui informe de la perspective de l'auteur. Au regard de l'impérialisme qui a prévalu vers la fin du 19^e siècle, il était plus important pour la France de consolider son empire. C'est pourquoi *“in the closing year of the nineteenth century, with the scramble for Africa, the consolidation with the French imperial Union (...) empire was a universal concern”* (Said 1993, p. 64).

On constate avec amertume que la mission civilisatrice « n'a jamais rien fait pour améliorer le sort des indigènes qu'elle exploite: ni route, ni école, ni hôpital, pas la moindre organisation sanitaire » (Gide 1981:479). Cette assertion est une critique du discours colonial et de sa préoccupation universaliste. Des écrivains comme Blanchard et Bancel partant de *l'irruption* de la mémoire coloniale dans la société « analysent les résistances aux débats qu'elle provoque et les enjeux qu'elle sous-tend » (2006:629). L'idée que l'indigène est « sauvage », « barbare », « brute », « singe » etc., affecte la politique d'association et crée un esprit de confrontation que Césaire décrit: « Entre colonisateur et colonisé, il n'y a de place que pour la corvée, l'intimidation, la pression, la police, l'impôt, le vol, le viol, les cultures obligatoires, le mépris, la méfiance, la morgue, la suffisance, la muflerie, des élites décrébrées, des masses avilies » (1955, p. 23).

L'esprit expansionniste se poursuit dans un cadre plus général. Du projet colonial, Jules Ferry dira « qu'on peut rattacher le système d'expansion coloniale à trois ordres d'idées: à des idées économiques, à des idées de civilisation, à des idées d'ordre politique et patriotique (...) » (1885, p. 9). La politique étant inhérente au patriotisme, la France tient à la propagation de sa grandeur. Gloire, rayonnement et grandeur étant liés à son passé historique, elle se bat pour son image.

En fait, le socio-politique et le religieux ont amplement servi de thèse à la « Vraie France » pour défendre son opinion de mission civilisatrice derrière laquelle se cache une volonté de démontrer sa prééminence. Et c'est là le danger car la pensée coloniale nous fait croire que les anciennes colonies

c'est la « grande France » et que la grandeur de cette dernière ne pourra être construite en grande partie qu'en France.

L'éducation, un autre pilier, occupe une place centrale dans les domaines ciblés pour établir l'innocence et expliquer le bien-fondé du projet colonial. Parler de la colonisation au début du vingtième siècle dans les manuels scolaires était une vraie propagande. L'école est introduite dans les colonies dans le souci de bien répandre l'idéologie française. Encore qu'il faille admettre que l'implantation de l'institution pédagogique, à ses débuts, était plus orientée vers la formation de cadres subalternes locaux pour renforcer l'administration sur place et le personnel qui pouvait être militaire.

Cependant, la France a revu son système éducatif dans les territoires d'outre-mer de la période post-première guerre mondiale aux années 40. On note deux types de stratégies qui sont adoptées. Ce sont la forte présence des missionnaires hommes et femmes et le grand nombre de coopérants dans les écoles. Ce revirement est dû à une politique de méfiance surtout avec les nouveaux esprits qui se forment dans les zones conquises. Dès lors, la littérature devient alors un des moyens d'expression de ce parti et le premier caractère de cette production littéraire est d'être écrit par des blancs et à l'intention des blancs. La manœuvre de transformation de l'indigène en sujet français cède sa place à une formation de certains colonisés:

(...), the topic of education in the colonies, an issue then undergoing serious reconsideration, was addressed. This recommendation- formally in two resolutions- urged the reorientation of education, especially higher education, among the indigenous people of the empire in ways more suitable to their circumstances and more in line with their cultural heritage (Lebovics 1992, pp. 100-101).

Les craintes d'insurrection se dessinent davantage vers 1930 avec l'idée de glorifier la « Grande France » à travers des exhibitions. L'implantation de l'école a aussi joué un rôle important dans la prise de responsabilité des premières élites. En mettant l'école au service des autochtones, la mission première était de former une élite politique dont le rôle est d'aider les services administratifs secondaires. Mais les premiers intellectuels font face aux formes de colonisation: *"It was no coincidence that the Association amicable des instituteurs du Sénégal (...) was founded in 1930 by Senegalese teachers, mainly graduates of the William Ponty College in Dakar. By its very nature, education had unpredictable consequences"* (Thomas 2005, p. 173). Cette assertion démontre que l'éducation a servi de gage d'éveil.

D'une instruction scolaire non conforme aux réalités des colonies au système « insolite » de recrutement de soldats, l'envie de révolte augmente pour annihiler toute opinion civilisatrice. À côté de cette volonté est née l'ambition de gouverner au même titre que le colon. Conklin démontre que: *"Conscription and its consequences also revealed that even 'adapted' French education was producing a new elite of Africans, more anxious to share power equally with the colonizer than to evolve gradually within their own cultures"* (1997, p. 142). Une sensibilisation s'en est suivie comme c'est le cas dans certaines colonies où, par exemple, les indigènes ont prêté une écoute à leurs leaders nationaux. Au Sénégal par exemple, pour un dialogue fécond, Senghor et Lamine Gueye fondent un parti politique pour défendre les intérêts de leur peuple au parlement français.

Au-delà de la lutte locale, l'idée est bien continentale pour une défense de l'ensemble des colonies asservies par la France. Ainsi, Senghor appelle à de nouvelles formes de luttes. Et pour le paraphraser, il dira que la négritude sous-tend toute la civilisation africaine, même sous son aspect arabo-berbère. Pour lui, l'accent doit être mis sur la parole qui est en même temps poésie et art car l'essentiel du mouvement de la négritude est dans la parole.

3. Résistance et dépassement

Pour rendre positif la colonisation et exhiber un visage radieux de l'empire coloniale, la France s'expose à travers des expositions esthétiques diverses et variées. Certaines de ces exhibitions renforcent l'exotisme habituel rampant du colon. Par exemple, en 1931, une grande exposition est organisée à Paris pour afficher un visage séduisant de la métropole. Lebovics dira à propos de cette grandeur que: "*The beauty of the display transformed aesthetic appreciation into political ontology: the show became a token of the worth of the colonial effort and of a new grander vision of what it was to be French*" (1992, pp. 55-56). Cette assertion démontre la volonté de conserver une hégémonie et d'en faire une place auprès des grandes nations, une idéologie qui se heurte à une forte résistance.

Les indigènes prennent conscience de leurs conditions et s'organisent en mouvements de résistance. Les premiers mouvements anticoloniaux ont vu le jour pendant la période de l'entre deux guerres mondiales avec les soldats des colonies qui, par la même occasion, réclament justice et équité après leur retour de guerre. Dans son long métrage, *Camp de Thiaroye* (1988), Ousmane Sembene en parle avec les retours de guerre des tirailleurs. En décembre 1944, ils ont été presque tous massacrés dans le camp pour s'être rebellés contre l'injustice du système colonial.

Dans la même perspective de dénonciation, on s'attaque aux pratiques impérialistes et exprime l'indignation: « je vois partout où il y a face à face, colonisateurs et colonisés, la force, la brutalité, la cruauté, le sadisme le heurt et en parodie, de la formation culturelle, la fabrication hâtive de quelques milliers de fonctionnaires subalternes, de boys, d'artisans, d'employés de commerce et d'interprètes nécessaires à la bonne marche des affaires » (Césaire 1955:22). Un tel rapport fondé sur la coercition et la servitude ne peut concevoir un projet de développement utile pour les indigènes. Tout au contraire, il s'agit bien de rapport d'exploitants et d'exploités.

En effet, les mouvements nationalistes de libération trouvent leur légitimité dans les droits de l'Homme et de la pensée laïque. C'est la question de développement de leurs territoires qui est au centre des préoccupations. Ainsi, la religion locale, l'islam, devient un patrimoine de résistance en A.O.F. La poussée de cette dernière et la légitimité des guides religieux écoutés et suivis par les masses oblige l'administration à changer de fusil d'épaule. Déjà en 1916, "Clozel soutenait que seul le conflit fondé sur des bases ethniques entre les diverses confréries aurait permis d'éviter la constitution d'un Islam homogène et panafricain (...)" (Piga 2006, p. 157).

Les indigènes se servent de l'islam pour résister à la politique française. Par ironie, des religieux comme les Pères blancs soutiennent les mouvements de résistance alors même que de nombreux républicains en France ne projettent pas encore le processus de décolonisation. Les objectifs de la France et des missionnaires se séparent sur cette différence d'opinions, synonyme d'un début de mea-culpa.

Cette même dynamique de résistance coloniale se perçoit aujourd'hui sous une nouvelle perspective. Non seulement elle rejette toute forme de domination néocoloniale, mais aussi et surtout, elle pousse la France vers une reconnaissance de sa responsabilité du bilan colonial des anciennes colonies.

Les rapports de forces qui caractérisent la Françafrique se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, notamment avec la montée en force des mouvements anti-franc CFA et la remise en question de la présence française en terre africaine. Malgré la décolonisation politique, il y a de cela presque un demi-siècle, l'Afrique francophone ne s'est pas encore prise en charge entièrement. La monnaie du franc CFA, détenue par la France et perçue par bon nombre d'acteurs africains appartenant à la société civile ou au monde académique comme un outil néocolonial, freine la croissance de l'économie des pays d'Afrique francophone.

La France étant toujours garante du CFA dont la devise est sous le contrôle du Trésor public français, on peut arguer que l'économie des anciennes colonies françaises demeure, en effet, tributaire des

institutions étrangères jusqu'à présent. A cela s'ajoute les conseillers spéciaux français délégués auprès de la Banque centrale de l'Afrique avec le droit de veto sur les politiques monétaires en son sein. Cette mainmise française sur le CFA est un indicateur majeur du joug néocolonial auquel ces anciennes colonies sont toujours assujetties malgré leurs indépendances politiques. Certes, l'argument qu'avancent les pros CFA est que la stabilité de la monnaie ainsi que son rôle unificateur des pays francophones n'est possible qu'avec le CFA, ignorant les devises importantes versées au Trésor public français en tant que propriétaire et garant de ladite monnaie sous forme d'intérêt.

Les mouvements de résistance, bien que datant de très longtemps, ont pris une ampleur nouvelle ces derniers temps. Des panafricanistes de différentes obédiences, des étudiants, et des journalistes se sont levés comme un seul homme pour accuser l'instrumentalisation française du CFA dans le seul but d'exploiter les économies africaines. Ils vont plus loin pour appeler à une mise sur pied d'une monnaie africaine commune, faite et distribuée en Afrique. Des activistes de renommée internationale à l'instar de Kémi Séba, un franco-béninois résidant à Dakar, sont sur tous les fronts pour jeter l'anathème contre cette monnaie qu'ils jugent asservissante.

Le geste symbolique ou héroïque de Kémi en brûlant un billet de banque sur la Place de l'Obélisque ou Place de la nation à Dakar avait suscité un tollé idéologique et médiatique en Afrique et en France. Ceci lui avait valu une expulsion du territoire sénégalais vers la France le 5 septembre 2017. Kémi a toujours œuvré pour l'autodétermination des peuples noirs et la lutte contre le néocolonialisme (2013, p. 225). D'autres mouvements se sont joints à la lutte à travers le Sénégal et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

La jeunesse africaine a pris bras le corps le combat contre le CFA ainsi que de ses défenseurs, la majorité desquels sont de la classe politique africaine. Ces phénomènes ou épiphénomènes expliquent la détermination de la nouvelle génération africaine à renverser l'orthodoxie en prônant une Afrique libre et indépendante. Pour elle, cela n'est possible qu'avec l'autonomisation monétaire des pays africains.

Le gouvernement français semble ouvrir la porte à tout pays africain voulant sortir de la zone franc en avisant contre les risques y relatifs. La dernière tournée africaine du nouveau président français Emmanuel Macron au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et récemment, au Sénégal, participe de cette volonté manifeste de la France de poursuivre ses relations centenaires avec les anciennes colonies françaises. Cependant, le président Macron déclare vouloir rompre d'avec les anciennes pratiques entre la France et ses alliés africains, en s'appuyant sur un rapport de respect mutuel et de coopération.

Le nouveau régime de l'Hexagone semble être prêt à reconnaître les méfaits de la colonisation y compris les relations asymétriques qui subsistent à nos jours. Ira-t-il jusqu'à reconnaître les préoccupations de la jeunesse africaine qui réclame une nouvelle monnaie africaine? Le temps nous le dira. En résumé, les dynamiques de reconnaissance entre la France et ses anciennes colonies indépendantes sont toujours en cours dans le contexte postcolonial, parsemées de luttes et de résistance, mais également de compromis, dans tous les côtés.

Conclusion

En définitive, nous pouvons dire que la mission civilisatrice de la France coloniale a suscité d'intenses débats chez beaucoup d'intellectuels notamment les historiens et les littéraires. De la colonisation à la démonstration de son hégémonie, il y a eu beaucoup d'activisme. Sur le plan culturel, il a été question pour la France de faire sortir les anciennes colonies de ce qu'elle considère comme barbarie. Les autochtones sont pris pour des 'barbares', des 'sauvages', en un mot pour des êtres sans culture ni identité.

Toutefois, du début de la colonisation aux indépendances, une œuvre d'assimilation, d'acculturation, et de faire-valoir la grandeur de la France a accompagné la présence des français dans les ex-colonies.

Cette présence a pour nom la misère, l'injustice, les massacres collectifs, la spoliation des richesses nationales et individuelles qui continue d'impacter la vie contemporaine des anciennes colonies. En clair, l'œuvre coloniale a pillé, vidé des sociétés de leurs richesses, ravagé des cultures, décervelé leurs élites, institué le code de l'indigénat et l'infériorité des indigènes, torturé, imposé les travaux forcés, déshumanisé les sociétés colonisées, aliéné ses populations, transformé ses fils en chair à canon (tirailleurs); en somme elle a chosifié les colonisés. Cependant, une prise de conscience est née au lendemain de la première guerre mondiale notamment avec le retour des tirailleurs en terre nationale.

L'école et la religion ont joué un rôle significatif dans la mission civilisatrice française. Écrivains, soldats, étudiants, religieux, politiques, etc., ont tous opposé une résistance à l'hégémonie coloniale française. Malgré la littérature, les expositions, l'exotisme, la France est obligée de céder à la pression nationale et internationale et d'introduire le projet colonial dans son discours quotidien. À présent, cette résistance se réactualise dans les pays francophones, notamment en Afrique de l'ouest. Des mouvements dirigés par des activistes de toute obédiences prennent en charge les questions de développement africain et rejettent la politique séculaire de la France.

Nous pensons que la mission « civilisatrice » n'a été ni pour humaniser, ni pour régresser les frontières de l'ignorance, encore moins pour accroître le droit des indigènes. Rappelons que la signature des droits de l'homme s'est tenue en terre Parisienne. Par sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948, l'Assemblée générale, en réunion à Paris, adopta la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ne serait-il pas opportun aujourd'hui que la France, signataire et pays hôte de ces droits, aille dans le sens d'une reconnaissance (et d'une réconciliation) plus général de son histoire coloniale?

References

- Blanchard, P., Bancel, N., & Lemaire, S. (2006). *La fracture coloniale: la société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris: La Découverte.
- Blanchard, P., Lemaire, S., & Bancel, N. (2006). *Culture post-coloniale, 1961-2006: Traces et mémoires coloniales en France*. Paris: Autrement.
- Césaire, A. (1955). *Discours sur le colonialisme*. 2nd ed., rev. et augm. Paris: Presence Africaine.
- Colson, E. (1969). African society at the time of the scramble. In Duignam, P. & Gann, L. (Eds.), *Colonialism in Africa, 1870-1960* (1). Cambridge: Cambridge University Press.
- Conklin, A. L. (1997). *A mission to civilize: The republican idea of empire in France and West Africa, 1895-1930*. Stanford, Calif.: Stanford University Press.
- Extrait du discours de Jules Ferry (28 juillet 1885) « Le débat colonial en France avant 1914 » dans *Journal officiel*.
- Fanon, F. (1968). *Les Damnés de la terre*. Paris: F. Maspero.
- (1971). *Peau noire, masques blancs*. Paris: Éditions du Seuil.
- Gide, A. (1981). *Voyage au Congo; Suivi de, Le retour du Tchad: Carnets de route*. [Paris]: Gallimard.
- Keller, K. (2008). On the Fringes of the “Civilizing Mission”: “Suspicious” Frenchmen and unofficial discourses of French colonialism in AOF (1918-1939)”. *French Colonial History*, 9, 103-129.
- Lebovics, H. (1992). *True France: The wars over cultural identity, 1900-1945*. Ithaca: Cornell University Press.
- McLeod, M. W. (1992). Nationalism and religion in Vietnam: Phan Boi Chau and the Catholic question. *The International History Review*, XIV (4), 661-680.

- Miller, C. L. (2010). The slave trade, *La Françafrique*, and the globalization of French. In McDonald, C. & S. R. S. (Eds.), *French global: A new approach to literary history* (pp. 240-256). New York, Columbia University Press.
- Piga, A. (2006). Colonialisme français et savoirs islamiques en AOF, entre marginalisation et émergence de nouvelles identités (1900-1950). *Les Voies du Soufisme au sud du Sahara. Parcours historiques et anthropologiques* (pp. 157-190). Paris: Karthala.
- Rosenblum, M. (1986). *Mission to civilize: The French way*. San Diego: Harcourt Brace Jovanovich.
- Ruscio, A. (2003). "Littérature, chansons et colonies (1900-1920)". Lemaire, S. et Blanchard, P. (Eds.), *Culture coloniale 1871-1931* (pp 67-79). Paris: Editions Autrement.
- Said, E. (1993). *Culture and imperialism*. New York: Alfhred A. Knopf.
- Séba, K. (2013). *Supra-négritude: Autodétermination, antivictimisation, virilité du peuple*, Paris: Editions Fiat Lux.
- Thomas, M. (2005). *The French empire between the wars: Imperialism, politics and society*. London: Cambridge University Press.